Résolution 1066

concernant une rectification matérielle apportée à la loi 13173 modifiant la loi sur l'administration des communes, du 3 mars 2023 (LAC – B 6 05)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- l'article 216A de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985 (LRGC ; rs/GE B 1 01), qui prévoit, en cas d'erreur matérielle contenue dans une loi votée par le Grand Conseil, la possibilité pour celui-ci d'y apporter correction, sur proposition de la commission législative, sous forme de résolution s'il s'agit d'une correction de peu d'importance portant sur une erreur manifeste (art. 216A, al. 3, lettre a, LRG) ;
- la loi 13173 modifiant la loi sur l'administration des communes, du 3 mars 2023 (LAC ; rs/GE B 6 05), dont l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} juin 2025 par arrêté du Conseil d'Etat du 3 juillet 2024 ;
- la loi 13200 modifiant la loi sur l'administration des communes, du 17 novembre 2023 (LAC ; rs/GE B 6 05), entrée en vigueur le 20 janvier 2024 ;
- la communication au sautier du Grand Conseil par la chancellerie d'Etat, en date du 29 avril 2025, d'un cas d'erreur matérielle portant sur les articles 30, alinéa 1, lettre v, 47A, alinéa 1, phrase introductive, et 47A, alinéa 2, de la loi 13173 ;
- la transmission de cette demande par le sautier du Grand Conseil à la commission législative ;
- la décision de la commission législative du 9 mai 2025 de proposer au Grand Conseil de procéder à la correction de ladite erreur par voie de résolution,

décide

de corriger la loi 13173 modifiant la loi sur l'administration des communes, du 3 mars 2023 (LAC ; rs/GE B 6 05), en ce sens que les articles 30, alinéa 1, lettre v, 47A, alinéa 1, phrase introductive, et 47A, alinéa 2, auront la teneur suivante :

Votée le 23 mai 2025

« **Art. 30, al. 1, lettres k, t, u et v (nouvelle teneur), lettre x (abrogée), et al. 3 (nouvelle teneur)**

(...)

- v) les traitements, les indemnités et les indemnités de fin de fonction alloués aux membres du conseil administratif, dans le respect des dispositions adoptées par le Conseil d'Etat, ainsi que les jetons de présence et indemnités alloués aux membres du conseil municipal ;

Art. 47A Traitement et indemnités alloués aux membres des conseils administratifs (nouvelle teneur avec modification de la note)

¹ Le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les bases de calcul du montant minimal impératif du traitement et des indemnités alloués aux membres des conseils administratifs en distinguant :

(...)

² Il édicte les règles impératives minimales relatives à :

- a) l'affiliation à un système de prévoyance professionnelle ;
- b) les indemnités journalières consécutives à une incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident ;
- c) les indemnités de fin de fonction, tenant compte de la durée du mandat ainsi que du traitement et des indemnités visés à l'alinéa 1. »